

Education : Vincent Peillon face au test de la grève

Par [Marie-Christine Corbier](#) | 11/02 | 07:00

Le congrès du syndicat enseignant FSU s'ouvre ce matin à Poitiers.

Coup d'envoi des discussions salariales dans le primaire.



L'ampleur de la première grève nationale dans l'éducation demain sera un test pour Vincent Peillon. Les syndicats mobilisés ne partagent pas les mêmes revendications. -
Photo Nicolas Tavernier/REA

C'est une semaine chargée qui s'ouvre dans l'Education nationale. Ce matin débute à Poitiers le congrès de la première fédération d'enseignants, la FSU. Cet après-midi, à Paris, le

deuxième syndicat d'enseignants du primaire, le SE-Unsa, ouvre le bal des négociations avec le ministère pour la revalorisation des professeurs des écoles et des personnels administratifs de catégorie C. Et, demain, plusieurs syndicats appellent à une grève nationale. Première organisation du primaire, le SNUipp-FSU y participera. Il réclame le report à 2014 de la réforme des rythmes scolaires, pour qu'elle ne soit pas « *bricolée* » à la rentrée 2013.

Cette première grève nationale sera un test pour le ministre, Vincent Peillon. Son ampleur permettra d'entrevoir si la réforme emprunte un chemin apaisé ou si elle s'enfonce dans la crispation. Les syndicats ayant appelé à la grève sont conscients de l'enjeu à l'approche des vacances scolaires, traditionnel moment d'essoufflement d'une mobilisation. Or elles débutent vendredi prochain pour la zone B et se termineront un mois plus tard avec la zone C. De plus, les partisans de la grève ne sont pas tous sur la même ligne. Cinq d'entre eux, minoritaires, réclament l'abandon du projet de loi sur l'école et l'abrogation du décret sur le retour à la semaine de quatre jours et demi de classe dans le primaire.

La carte de l'apaisement

Mais le principal syndicat du premier degré, le SNUipp-FSU, « *ne partagera pas la banderole* [dans le cortège parisien] *avec eux* ». « *On ne demande pas l'abandon de la loi* », précise son secrétaire général, Sébastien Sihr. Deuxième syndicat des enseignants du primaire, le SE-UNSA n'a pas appelé à la grève : « *Je ne peux pas être dans la rue aux côtés de ceux qui réclament le retrait de la loi* », explique son secrétaire général, Christian Chevalier. « *Je ne veux pas perdre les 60.000 postes* [inscrits dans la future loi, NDLR]. » Le SE-Unsa s'attend à ce que, hormis dans quelques villes, comme Lyon, la grève soit « *minoritaire* ». Le SNUipp tablait au contraire vendredi soir sur 58 % de participants, tandis que le ministère de l'Education nationale annonçait 29,6 % de grévistes déclarés.

Vincent Peillon a en tout cas manifestement opté pour la carte de l'apaisement. « *Que tout le monde se décontracte, on a du temps ! Il faut réfléchir aux meilleurs projets pour les enfants* », a lancé le ministre de l'Education nationale hier sur Europe 1. « *On a deux mois pour construire les projets, jusqu'à l'été* », a-t-il souligné. Vincent Peillon plaide toujours pour l'application des nouveaux rythmes dès 2013, et il a demandé vendredi aux inspecteurs de l'Education nationale de « *rassurer* ». « *Je suis frappé, partout où je vais, de cette inquiétude, de cette angoisse, de cette pressurisation. Ce n'est pas bon* », leur a-t-il confié lors d'une réunion à Paris.

Pour débloquer la situation, le ministre mise aussi sur l'ouverture de discussions avec les syndicats. L'idée d'une prime annuelle de 400 euros pour les enseignants du primaire - révélée par « Les Echos » - est dans tous les esprits. « *Je suis favorable à tous les moyens de rattrapage* [avec les enseignants du second degré] *dans la durée* », a-t-il indiqué hier. Et Vincent Peillon pense déjà à la bataille suivante, celle du passage de sa loi devant le Parlement, le mois prochain. Dans un ouvrage à paraître mercredi, il dénonce la « *dette éducative* » laissée par Nicolas Sarkozy et que la France va « *mettre des années à effacer* ».

Marie-Christine Corbier